

La coopération des institutions bancaires canadiennes a été une composante essentielle des efforts faits par le Commonwealth pour imposer des sanctions financières efficaces à l'Afrique du Sud. Leur adhésion volontaire à la politique d'interdiction de nouveaux prêts adoptée en 1986 a ajouté sensiblement aux difficultés, pour l'Afrique du Sud, de trouver de nouvelles sources de devises. Je crois que cette initiative des banques canadiennes a un impact beaucoup plus direct que ce ne serait le cas si l'interdiction était obligatoire.

C'est dans cette optique que j'ai rencontré récemment les représentants de banques canadiennes pour discuter de la suite que ces institutions entendent donner aux décisions prises à Toronto. Je peux vous dire que les banques canadiennes n'augmenteront pas les crédits au commerce avec l'Afrique du Sud. En fait, ces crédits diminuent déjà et, dans certains cas, ils sont inexistantes.

Les ministres ont également convenu de demander aux banques de leurs pays de chercher à obtenir que les rééchelonnements ne dépassent pas un an à la fois, pour contraindre le plus possible les autorités sud-africaines à effectuer leurs paiements dans les meilleurs délais. Les banques canadiennes, dont l'engagement représente moins de 1 % des engagements globaux des banques étrangères en Afrique du Sud, ont fait observer que cette présence très limitée ne leur permettait pas de participer directement au processus de rééchelonnement, et notamment à la détermination des conditions qui s'y rattachent. Elles ont toutefois accepté de faire valoir auprès des banquiers étrangers directement concernés la préférence du Canada pour un rééchelonnement le plus court possible.

Dans le cadre des efforts du Commonwealth, nous avons mené notre propre revue des sanctions canadiennes pour nous assurer qu'elles sont effectivement appliquées dans le but escompté. Le processus est intensif, précisément parce que nous avons introduit un si grand nombre de nouvelles mesures pour faire échec à l'apartheid. Nous avons près de trente mesures en place, et nous éliminons systématiquement toutes les échappatoires que nous découvrons. De nouvelles instructions sont données au besoin à tous les officiels du gouvernement pour qu'ils soient pleinement informés de nos objectifs. En fait, notre revue a apporté la preuve de l'efficacité réelle de nos procédures.

Il y a un an, les dirigeants des pays membres du Commonwealth se sont réunis à Vancouver sous la présidence du Premier ministre Mulroney. Ils ont alors convenu d'élargir et de renforcer les sanctions contre l'Afrique du